

DES TRAFIQUANTS D'ORGANES ARRÊTÉS À MAGHNIA

Un enfant de deux ans sauvé

Fait inédit ! Un réseau international de trafic d'organes vient d'être mis hors d'état de nuire, aux frontières algéro-marocaines, par les services de la Gendarmerie nationale de Maghnia. Mercredi dernier à 17h30, dans la localité de Ouled Ben Seber, dans la banlieue de Maghnia, un jeune Marocain, la trentaine, répondant aux initiales S. M., a tenté de kidnapper un enfant de deux ans qui était dans la voiture de ses parents.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - S'arrêtant devant une épicerie pour faire des courses, le père a laissé l'enfant avec sa mère à l'intérieur du véhicule, lorsque le malfaiteur a ouvert la portière et a essayé d'arracher l'enfant à sa mère.

Les cris de celle-ci ont alerté une patrouille de la gendarmerie se trouvant à proximité de l'endroit où le crime a été évité de justesse.

Arrêté et conduit à la brigade de la gendarmerie pour un interrogatoire, le jeune Marocain s'avère appartenir à un important réseau de trafic d'organes au Maroc, précisément dans la ville



Photo : DR

d'Oujda. Après plusieurs heures d'interrogatoire, apprend-on de source sécuritaire, le criminel est passé aux aveux et a dénoncé deux de ses complices qui sont d'origine algérienne.

Le scénario tracé était de conduire l'enfant enlevé à bord d'un véhicule jusqu'aux frontières algéro-marocaines, puis d'aller à pied jusqu'à Oujda, où le chef du réseau, un certain Abdeldjalil Amar, les attendrait pour transférer l'enfant dans une clinique privée, dont le nom est tenu secret.

Le criminel a avoué

également qu'une somme de 450 000 DM lui est promise pour chaque enfant enlevé.

Mis en garde à vue, le trafiquant n'avait aucune pièce d'identité sur lui au moment des faits.

Actuellement, une enquête est ouverte pour d'abord identifier ses complices algériens et suivre les traces de ce réseau jusqu'au Maroc.

Selon la gendarmerie de Maghnia, aucune affaire de ce genre n'a été signalée auparavant dans la région et même au niveau des frontières algéro-marocaines.

Le trafic d'organes

prend de plus en plus d'ampleur dans les pays asiatiques et est très peu fréquent dans les pays du Bassin méditerranéen.

Dans le cas de l'Algérie et du Maroc, la législation est sévère et interdit de manière formelle toute tentative de commerce d'organes.

Mais, hélas avec le développement de la médecine et la transplantation d'organes, ce trafic apparaît comme un nouveau commerce que les Etats doivent combattre.

R. M.

COMMÉMORATION DU 60^e ANNIVERSAIRE DE LA NEKBA DE PALESTINE Pour le retour des réfugiés

Le représentant du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) a affirmé que le peuple palestinien demeure attaché au droit au retour des réfugiés. Abou Achraf a aussi appelé à l'indemnisation des réfugiés suite au tort qu'ils ont subi lors de la Nekba de 1948.

Cela a été affirmé en marge de l'ouverture du Mois de la Palestine qui se tient à la Bibliothèque nationale du Hamma (Alger). Abou Achraf a ajouté que le retour des réfugiés représente l'un des piliers de la cause palestinienne. A propos des négociations avec les Israéliens, l'orateur dira qu'elles sont caduques car elles sont éloignées des décisions de l'ONU. Le document du «consensus national» a été cité comme étant l'unique voie à même de mettre fin à la colonisation. Par ailleurs, et toujours dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire de la Nekba, le représentant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a soutenu, pour sa part, que la conjoncture est marquée par des luttes internes qui, hélas, divisent l'opinion et ne manquent pas d'avoir des conséquences sur le peuple palestinien.

D'autres militants de la cause palestinienne ont également estimé que les événements qui se produisent actuellement en Palestine sont encore plus dramatiques que ceux qui se sont déroulés en 1948. L'absence d'une position nationale unifiée a donné lieu à une division du peuple palestinien.

Revenant sur l'impact international de la question palestinienne, il a été fait mention de l'attitude négligente des pays arabes et musulmans.

Ces négligences ont été catastrophiques pour la Palestine, a martelé l'orateur. Un appel a été lancé aux gouvernants pour renoncer aux luttes de leadership et reconsidérer leurs positions.

Des positions qui ont contribué à la perte de la terre de Palestine, a-t-on conclu.

N. M.

Vive colère des postiers de Béjaïa et Bouira

Le secteur des postes dans les wilayas de Bouira et Béjaïa connaît une grogne particulière des travailleurs suscitée par la «sourde oreille» de la tutelle qui «tarde» à prendre en charge leurs doléances.

«Gavés de promesses sans lendemain», écrivent-ils dans une déclaration rendue publique, les représentants syndicaux, des postiers de Bouira et Béjaïa, qui exigent la satisfaction de leurs revendications «maintes fois reléguées», ont fermement affirmé leur détermination à faire entendre leur voix.

Pour les protestataires, «le souci de la stabilité de l'entreprise, le respect des besoins de la clientèle qui a freiné jusque-là le désir des postiers à se faire entendre ont atteint les limites du supportable.»

Les syndicalistes, qui envisagent de recourir à un mouvement de grève pour faire aboutir leur préoccupations, en appellent néanmoins à la compréhension de la clientèle

pour les éventuels désagréments qui découleront de leur action, regrette-t-on.

Au cœur des revendications mises en avant dans la plate-forme des postiers l'on citera, entre autres, «le paiement des indemnités inhérentes à la fonction, l'introduction d'une indemnité de risque pour les transporteurs de fonds et le personnel de sécurité, la régularisation de la PRI/PRC avec effet rétroactif au 1/01/2004, le paiement de la prime d'inventaire 2007 aux chefs d'établissement de la wilaya au même titre que leurs collègues des autres régions relevant des DTP et la révision de la prime de responsabilité, de caisse et de guichet en la rapprochant des taux appliqués

dans les organismes manipulant les fonds».

Dans la même déclaration appelant la directrice générale du secteur à accorder une attention particulière à l'attente des postiers, les syndicalistes du secteur invitent la tutelle à considérer à «juste titre la grogne des travailleurs et à décoder par la même occasion objectivement leurs comportements pour parvenir à l'engagement et au rendement espéré».

«Discourir sur la modernité, le développement durable, les standards internationaux est insuffisant lorsque les préoccupations des travailleurs sont vouées à la traîne des mutations proposées», ont soutenu les syndicalistes qui considèrent que l'essor économique d'une entreprise est conditionné aussi par «un positionnement juste, un salaire décent, un régime indemnitaire équitable

et surtout le respect sacré des conventions et accords conclus».

Des conventions collectives signées en 2004 et qui demeurent à ce jour non appliquées, selon le syndicat qui met en avant la loi 90/02 dans ses articles 27 et 30 modifiés et complétés.

Par ailleurs, tout en annonçant qu'un préavis de grève de dix jours a été déposé mercredi dernier, soit le

même jour que la remise de leurs doléances à la tutelle, les syndicalistes de Bouira et Béjaïa signalent dans leur document avoir multiplié les contacts avec leurs camarades des autres wilayas pour récolter leur adhésion à une action unitaire afin de faire aboutir la plate-forme de revendications «approuvée à l'unanimité», affirme-t-on.

A. Kersani

AÏN-DEFLA

Commune de Mekhatria

Mercredi dernier, un violent orage a éclaté sur la région nord de la wilaya de Aïn Defla. S'apprêtant à faire rentrer leur troupeau, deux bergers ont été surpris par les pluies diluviennes.

Saïdi Abdelkader et Belkassimi Mohammed, de jeunes âgés de 20 ans, ont été touchés par la foudre. Le premier a été tué sur le coup tandis que le second a été blessé et évacué vers l'hôpital de Aïn-Defla avant de pouvoir regagner son domicile.